

Le mirage
Meloni

Retour sur une réussite
en trompe l'oeil

Portrait qui fâche
Thomas Guénolé

L 14633 - 211 - F : 2,00 €

CNI FRANCE

ILLUSTRATION : MATHIEU PERSAN - PHOTO : SIPA/LAPRESSE:SHUTTER:ROBERTO MONALDO FRANCE MÉTRO : 2€ - BEL : 2,50€ - IT : 2,80€ - LUX : 2,50€ - DOM A : 6€ - TOM A : 1725XPF - CAN : 6CAD - CHF : 4CHF

L'ours et ses perroquets



À la fin de cette guerre, Trump méritera-t-il le prix Nobel de la paix ou le prix Nobel de la capitulation ? Alors que j'écris cet édito dans le train me ramenant de Kiev, lire ce plan de la honte en 28 points fend l'âme et retourne l'estomac. Comment peut-on demander à l'agressé, et non à l'agresseur, de limiter sa capacité militaire ? Même en échange de vagues garanties de sécurité américaine, qui sauteront au moindre incident en territoire russe, c'est à la fois monstrueux et un piège grossier.

Une fois sa force de frappe reconstituée, la Russie trouvera le moindre prétexte (une provocation montée de toutes pièces comme ses services savent faire) pour se jeter à nouveau dans la bataille et dévorer l'Ukraine pour de bon. Mais le plus grave est ailleurs.

Dans une conversation téléphonique rapportée par un sénateur républicain, le secrétaire d'État Marco Rubio (un des rares adultes de cette administration) aurait confié que ce plan n'était en réalité qu'une proposition émanant d'un tiers et qu'elle a « fuité » pour forcer la main. Qui est derrière ? À votre avis ? D'après l'intelligence artificielle Grok et de fins analystes, ce document n'a même pas été rédigé en anglais mais en russe, avant d'être grossièrement traduit. Il porte la marque du Kremlin, désormais si imbriqué à l'intérieur de la Maison-Blanche qu'on ne sait plus qui travaille pour qui... À commencer par l'envoyé spécial, très spécial, du président américain, Steve Witkoff : un affairiste fasciné par Poutine (voir notre « Portrait qui fâche »

n° 179). Avant même son élection, grâce à une enquête d'Antoine Vitkine que nous avons intitulée « Trump : la poupée russe » (ce qui nous a valu les railleries de certains confrères de la gauche et de la droite pro-russes), nous alertions dans *Franc-Tireur* sur les liens troublants, nombreux, qui le relient à Moscou. Son ancien conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, s'en inquiète ouvertement. Sitôt installé dans le Bureau ovale, Trump n'a cessé de placer des agents pro-russes à la tête du renseignement américain, tout en démantelant une à une les agences fédérales pouvant enquêter sur ces infiltrations et ces ingérences.

Voilà l'allié, si peu fiable, avec qui le président ukrainien doit composer pour contenir l'ours russe.

Cela ne veut pas dire que le président américain ne finira pas par obtenir un cessez-le-feu. Après l'émoi suscité par le plan de la honte et une contre-proposition européenne, les négociations ont repris sur de meilleures bases. Il faut souhaiter qu'elles aboutissent et que cette boucherie cesse. Mais pas au prix d'humilier l'agressé et de consacrer l'agresseur. Sinon, la loi du prédateur sera érigée en nouvel ordre mondial. Et nous le paierons très cher, plus cher que d'armer l'Ukraine. N'en déplaise aux pacifistes en carton et aux perroquets de Moscou, qui traitent de « va-t-en-guerre » ceux qui regardent en face le danger, la guerre hybride de Poutine contre l'Europe a déjà commencé. Au lieu de hurler avec l'ours et de griffer le général Mandon, qui sait et nous alerte, nous ferions mieux de nous inspirer des Ukrainiens, de leur vaillance, et de nous préparer à résister. ■

PAR

Caroline Fourest
@CarolineFourest



L'appli
Franc-Tireur
est arrivée ! Vite,
téléchargez-la
et lisez-nous
plus facilement
sur votre
smartphone.

On progresse

● COMBINAISON GAGNANTE

Le « made in France » s'envole – littéralement ! – avec EuroSuit. Première combinaison spatiale enfin européenne, elle sera testée par l'astronaute Sophie Adenot lors de sa prochaine mission à bord de la Station spatiale internationale. Ultra-étanche, elle a été conçue, sous l'égide de l'agence spatiale française CNES, par la start-up Spartan Space, Decathlon et l'Institut de médecine et de physiologie spatiales. Ses points forts : elle peut être enfilée en deux minutes sans assistance et s'adapte à l'allongement de la taille en apesanteur. Il s'agit d'un pas important dans « la volonté européenne d'aller vers plus d'autonomie pour le vol habité », commente l'agence spatiale française CNES. ■

● CIMENT : UN CONCEPT BÉTON

L'investissement sera massif – 1,5 milliard d'euros –, mais le pari, que l'on tenait pour impossible, sera relevé. En 2030, la plus grande cimenterie de France, Vicat, à Montalieu-Vercieu (Isère), qui produit chaque année 2 millions de tonnes de ciment et relâche 1,2 million de tonnes de CO₂, sera... zéro émission carbone. Le CO₂ dégagé sera capté, purifié, et acheminé par pipeline jusqu'à Fos-sur-Mer, où il sera liquéfié et stocké dans le sous-sol de la mer Adriatique, en attendant le développement de filières de valorisation, notamment pour la production de carburants de synthèse. ■

● MÉDICAMENTS EXPRESS

Avec JAM-2, nouvelle version de son modèle d'IA dédiée à la médecine, la start-up américaine de biotechnologie Nabra vient de réussir un véritable exploit. Elle a créé en quelques semaines des anticorps qui agissent sur des cibles encore inaccessibles, avec un taux de réussite de 100%. Notamment sur les GPCRs (récepteurs couplés aux protéines G), jusqu'ici intouchables par nos défenses naturelles. Cette découverte va permettre la mise au point rapide de médicaments ultra-puissants contre les cancers, la maladie d'Alzheimer, les douleurs chroniques ou maladies inflammatoires. ■

GIORGIA MELONI MIRACLE OU MIRAGE ?

Giorgia Meloni a la cote. Même ses détracteurs doivent reconnaître certaines de ses réussites. Mais derrière la vitalité et la confiance affichées, l’Italie reste prisonnière de ses contradictions. Sur l’immigration, les discours identitaires se heurtent à un besoin urgent de main-d’œuvre étrangère pour soutenir une population vieillissante. Même grand écart sur le plan économique, où le pays, dont la note vient d’être relevée par les agences, affiche des retards considérables en termes de développement et d’innovation. Quant à la nostalgie fascisante qui gangrène la péninsule et sur laquelle Giorgia Meloni préfère garder le silence, elle ne fait que grignoter les libertés et noircir le tableau.

Un succès, vraiment ? À en croire une grande partie de la presse hexagonale et européenne, Giorgia Meloni a redressé l’Italie. De quoi faire taire les oiseaux de mauvais augure qui criaient au fascisme lors de son accession au pouvoir en octobre 2022? *L’Express* est même allé jusqu’à lui consacrer sa une du 18 septembre dernier sous le titre : « La femme forte de l’Europe. La France doit-elle s’en inspirer ? »

En vitrine, la figure d’une dirigeante ayant su imposer à l’Europe une image de stabilité, d’efficacité et de rigueur budgétaire. Un vrai bouleversement au regard des chaos politiques précédemment subis par la péninsule. Son gouvernement est même devenu l’un des plus durables de l’histoire italienne récente. À Rome comme à Bruxelles, Meloni cultive une stature de femme d’État maîtrisant ses dossiers, pragmatique sur le plan économique, ferme sur l’immigration tout en assumant son ancrage conservateur. Mais derrière la façade et la « hype » qu’elle suscite, la réalité italienne demeure celle d’un pays fragilisé, vieillissant, et socialement inquiet, où les réflexes autoritaires et les dérives idéologiques gagnent du terrain de façon inquiétante.

Sur le plan économique, Rome aime se comparer à Paris. La France vient de voir sa note abaissée par les principales agences, préoccupées par son instabilité politique et les attermoissements sur le vote de son budget. L’Italie, elle, exulte de l’élévation de la sienne. Ses taux d’emprunt sont revenus à hauteur des nôtres, et le déficit public a fondu de 7,2 % à 3,4 % du PIB entre 2023 et 2024.

Meloni s’en est félicitée comme d’une victoire personnelle. Pourtant, cette embellie n’a rien d’un exploit. Meloni hérite des résultats de la politique menée par Mario Draghi lorsqu’il était président du Conseil, et de celles de ses prédécesseurs. Son seul mérite est de s’être gardée de les détricoter. Mais surtout, « le “miracle” italien est d’abord conjoncturel », analyse l’économiste Erwann Tison. Le redressement tient en grande partie aux 192 milliards d’euros du plan de relance européen, assortis de conditions strictes sur l’immigration et les finances publiques. « Sans l’euro, l’Italie aurait fait défaut. Les marchés ont été rassurés par la realpolitik de Meloni, non par la transformation du modèle productif », assure Tison. Un modèle en réalité grippé.

LE FLÉAU DU TRAVAIL AU NOIR

Les investissements privés s’effritent, la productivité est en berne et l’innovation est le talon d’Achille de la Botte. Un sérieux handicap à l’heure de la révolution de l’IA. L’Italie conserve un tissu industriel dense, mais il est vieillissant. Francesco Torrisi, ancien représentant de Confindustria à Bruxelles, en dresse un constat sévère : « Les articles qui présentent l’Italie comme le bon élève de l’Europe, ici en France, sont d’une mauvaise foi totale. Ils ne tiennent pas compte de la réalité économique [...] complètement à l’arrêt. Aucun investissement structurel. On doit 122 milliards d’euros à l’UE, la dette publique est de 136,8 % et la croissance est à 0,5 % ».

Et si le chômage a reculé, se fixant à 6,1 %, l’emploi précaire et les bas salaires demeurent la norme pour les nouvelles générations (19,2 % de chômage chez les 15-24 ans). Sans compter les énormes disparités entre

le nord et le sud du pays et le fléau du travail au noir, qui atteindrait 20 %, et ne fait l’objet d’aucune politique efficace. Autre écueil, le pays continue de perdre ses jeunes diplômés et peine à attirer les talents étrangers. 156 000 citoyens se sont expatriés en 2024. Un chiffre énorme au vu de la démographie locale. En 2024, l’Italie a enregistré 370 000 naissances pour 651 000 décès. Ce vieillissement explique l’autre pilier du discours de Meloni, obligeant le gouvernement à multiplier les mesures incitatives : revalorisation de l’allocation unique universelle, exonérations contributives pour les mères de deux ou trois enfants, congés parentaux prolongés, TVA abaissée sur les produits de puériculture, etc.

Ces efforts pour redresser la courbe des naissances rappellent les slogans mussoliniens – « Dieu, famille, patrie ». Ils sont pourtant sans efficacité immédiate.

Comme le note Erwann Tison, « les effets de ces mesures ne se verront pas avant vingt ou vingt-cinq ans ». D’ici là, le gouvernement envisage de repousser l’âge de la retraite à 70 ans pour compenser la chute de la population active. Ce qui place Meloni au pied du mur face à l’un des sujets ayant participé à sa popularité : l’immigration.

DAVANTAGE DE MIGRANTS

En cette matière, elle est confrontée à un paradoxe auquel le Rassemblement national ou Reconquête ! devraient réfléchir avant de présenter leurs plans simplistes. Elle a infiniment besoin de cette immigration qu’elle prétend contenir. L’Italie manque de main-d’œuvre dans l’industrie, la santé, l’agriculture. Derrière sa rhétorique identitaire, la présidente du Conseil mène une politique migratoire à double fond. Elle affiche une fermeté théâtrale sur les arrivées irrégulières, mais pratique une ouverture discrète pour les travailleurs étrangers et les « fiscal nomads », ces riches expatriés attirés par des allègements d’impôts. « Elle cherche à augmenter l’immigration des grands patrons pour dynamiser l’investissement, et celle des travailleurs peu qualifiés pour faire tourner l’économie », résume Erwann Tison.

Sur la scène européenne, Meloni joue aussi un double jeu. À Bruxelles, elle se montre rassurante. Elle soutient l’Ukraine et affiche ses convergences avec Ursula von der Leyen. À Rome, elle diabolise la gauche, les ONG, les médias, et se présente comme le dernier rempart de l’identité italienne. Cette double stratégie lui vaut l’admiration d’une partie de la droite européenne, notamment hexagonale. Cela « participe aussi d’un nouveau récit autour de l’union des droites qui est relayé en France », analyse Francesco Torrisi.

Mais sur le plan intérieur, la tonalité s’est durcie. Depuis l’assassinat de Charlie Kirk, la présidente du Conseil a sombré dans une rhétorique complotiste. Élevant l’idéologue trumpiste au rang de martyr, elle multiplie les références à une « violence de gauche » fantasmée. Un simple graffiti à Turin – « Meloni comme Kirk » – lui a suffi pour dénoncer « ceux qui vivent de haine et des intimidations ». Elle se met en scène en femme traquée, victime d’une conspiration invisible. Ce récit paranoïaque, calqué sur les codes du trumpisme, légitime une série de dérives inquiétantes.

Plusieurs jeunes de Fratelli d’Italia ont été filmés récemment devant le siège du parti meloniste chantant à la gloire de Mussolini. Si le parti gronde, le président du Sénat, Ignazio La Russa, fondateur de Fratelli d’Italia, les couvre, et Meloni demeure silencieuse en refusant toujours d’adhérer à l’antifascisme.

LA CULTURE À LA BOTTE

Pire, les atteintes aux libertés se multiplient. La presse publique, à commencer par la RAI, a été placée sous tutelle. L’affaire Scurati en constitue l’acmé. À la veille du 25 avril 2024 (date anniversaire de la libération de l’Italie), la RAI a déprogrammé un monologue antifasciste de l’écrivain, déclenchant une tempête politique, invoquant des raisons « éditoriales et économiques ». Plus largement, les rédactions critiques ont été marginalisées et les dirigeants, remplacés par des fidèles du pouvoir. Les journalistes indépendants sont régulièrement qualifiés d’« antigouvernement ». Des enquêtes sur la corruption ou sur les milieux d’extrême droite ont été entravées. Plusieurs magistrats, soupçonnés d’hostilité envers le gouvernement, ont été écartés. Sur le plan international,

lorsqu’elle reçoit le président algérien Tebboune fin juillet, elle ne dit rien de l’incarcération de Boualem Sansal et Christophe Gleizes. Pas son sujet.

Le monde de la culture subit le même encadrement. L’ancien ministre Gennaro Sangiuliano a entrepris de « ré-italianiser » les institutions à coups de nominations partisans, programmations nationalistes, réduction des subventions aux structures jugées « idéologiques ». Dans les écoles, les manuels d’histoire et les visites mémorielles sont aussi devenus des champs de bataille politiques. Eugenia Maria Roccella, ministre italienne de la Famille, de la Natalité et de l’Égalité des chances, a pu déclarer : « Les visites scolaires à Auschwitz ne sont que des excursions instrumentalisées par la gauche. » Cette phrase, d’une brutalité inouïe, n’a pas été désavouée par Meloni et résume le renversement symbolique qui s’opère.

La mémoire n’est plus un devoir civique, mais un outil de domination culturelle. Elle est également un moyen de donner des gages à certains nostalgiques d’un fascisme ayant accompagné l’antisémitisme hitlérien dont le parti de la madone, Fratelli d’Italia, est l’héritier. Et ce malgré son refus, dans le conflit entre le Hamas et Israël, d’entrer dans le jeu d’hypocrites « antisionistes » soutenant les terroristes, dans un pays où la question est instrumentalisée plus qu’ailleurs.



ILLUSTRATION : LAURA ACQUAVIVA

BARDELLA, DE MARINE À GIORGIA

Au RN, Giorgia Meloni agit comme un révélateur des lignes de fracture au sein du parti et de la rivalité entre Jordan Bardella et Marine Le Pen. Pour Bardella, Meloni incarne la « respectabilité » gagnée sans renier la droite dure : discipline budgétaire, gestes pro-business, art des compromis à Bruxelles. Depuis un an, il érige la cheffe de Fratelli d’Italia en étalon de gouvernementabilité – ce qui manque au RN pour franchir son plafond de verre. Marine Le Pen, elle, freine. Son tropisme reste Matteo Salvini et l’axe Patriots for Europe, qu’elle a contribué à bâtir après avoir rêvé, en vain, d’un « super-groupe » avec Meloni. Or l’Italienne a choisi de demeurer chez les Conservateurs et réformistes européens, de négocier avec le Parti populaire européen et la Commission, et de tenir les « Patriotes » à distance. Deux stratégies s’affrontent : la normalisation par l’entrisme bruxellois (Meloni/Bardella) contre l’opposition identitaire et le bloc souverainiste (Le Pen). L’Ukraine cristallise la divergence : Meloni assume le soutien militaire et la pression financière sur Moscou, coorganise la reconstruction et défend de nouvelles sanctions. Le RN et ses alliés soit-disant « Patriotes » ne prennent jamais le risque de fâcher Moscou. Bardella regarde Rome pour prouver son sérieux international ; Le Pen, elle, redoute le coût politique d’un *aggiornamento* trop visible. L’ingélibilité de Le Pen a accéléré le choc des lignes : Bardella s’est « tenu prêt » pour 2027 si elle était empêchée. Dès lors, « faire du Meloni » devient dans le RN une guerre de succession autant qu’un choix stratégique. À chaque rendez-vous avec les décideurs économiques, Bardella avance l’exemple italien comme source d’inspiration. Mais la cheffe, elle, cultive ses fidélités d’hier. Meloni n’est ni marraine ni alliée : elle est le champ de bataille où se joue la dyarchie du RN. ■



Entretien avec Jean-Michel Blanquer

La France peut se désintégrer

Pour l’ancien ministre de l’Éducation nationale, la gauche doit revitaliser les petites villes et villages afin de recréer du lien sur le territoire.

Franc-Tireur : Votre livre* ressemble à un vrai programme politique... Vous préparez votre retour pour 2027 ?
Jean-Michel Blanquer : Je l’assume, il se présente comme une plateforme pour un programme présidentiel, mais ça ne veut pas dire pour autant que je suis candidat ! Ça veut dire qu’on doit, au sein des partis républicains et démocratiques, être capable de dire que demain peut être meilleur qu’aujourd’hui et définir un vrai projet de société. On ne doit pas le laisser aux extrêmes.

Vous pointez le danger d’une société divisée par la défense des particularismes...
Oui, c’est un vrai danger. Le particularisme a le vent en poupe. Vous avez des manifestations pour défendre des tas de droits individuels, des tas d’éléments de différenciation, mais vous n’en avez pas une

pour défendre l’unité, la fraternité, et qui parfois sont mises à mal par l’affirmation de ces particularités. Donc parler dans ce livre de civilisation ou de République, c’est d’abord et avant tout chercher les éléments qui créent du « commun » dans un monde qui a tendance à aller vers la fragmentation, que ce soit par l’individualisme, ou le communautarisme.

Vous citez l’historien anglais Arnold Toynbee, qui dit que « toute civilisation est mise à l’épreuve par des défis : si elle y répond, elle renaît. Si elle échoue, elle décline ». Où en est-on en France ?

Dans les dix ans qui viennent, la France peut se désintégrer sous l’effet des divisions sociales, mais elle peut aussi se ressaisir. Elle peut retrouver une vitalité nouvelle car ses atouts sont gigantesques. La priorité, c’est le territoire qu’il faut rééquilibrer, revitaliser. Nous devons, par exemple,

créer les impulsions économiques et d’aménagement pour la renaissance des petites villes et des villages. C’est essentiel parce qu’un pays ne peut pas vivre en ayant dix points de prospérité sur son territoire et en considérant que le reste doit être laissé à l’abandon. Cela crée de la fragmentation sociale, économique et donc politique. Il faut aussi encourager le rebond démographique. C’est une question de civilisation. Un peuple qui cesse de se renouveler cesse d’exister.

Cela suppose d’employer fièrement le mot « civilisation », qui n’est plus utilisé que par défiance ou provocation ?

Je pense qu’il y a des réalités et des mots qu’on a abandonnés, que parfois l’extrême droite s’est appropriés, alors qu’ils faisaient partie de l’héritage républicain souvent issu de la gauche. Le mot « civilisation » en fait partie, le mot « République » commence à en faire partie, le mot « laïcité » en fait partie. Et à force de faire semblant de ne pas voir qu’on a des problèmes de laïcité, de fondamentalisme islamiste, à force de ne pas oser dire les choses, eh bien, évidemment, à la fin, les Français se tournent vers ceux qui semblent avoir dit la chose, c’est-à-dire les extrêmes. La France insoumise, par exemple, cherche à ringardiser les fondamentaux du pacte républicain.

De quelle façon ?
En estimant par exemple que la laïcité est quelque chose de désuet et daté, alors même que c’est au contraire la chose la plus moderne qui soit et dont on a besoin dans le monde d’aujourd’hui, ce n’est pas seulement « franchouillard » : Les femmes afghanes, les femmes iraniennes sont laïques parce que ce qu’elles veulent, c’est la distinction du spirituel et du temporel. Et ça ne les empêche pas de croire en Dieu ou d’avoir une vie spirituelle intense. Au contraire.

Votre camp, le bloc central, peut-il survivre à la polarisation de la vie politique ?

Oui, il y a un avenir pour les partis républicains et démocratiques. Mais il faut qu’on sorte de l’individualisme politique : aujourd’hui, il y a plus de gratification à satisfaire des clientèles, à lancer des annonces qui correspondent aux derniers sondages, à suivre les modes et les vagues, qu’à tracer une ligne droite et à s’y tenir. Il faut que ça cesse. ■

Propos recueillis par Michaëlle Gagnet

* « Civilisation française, un territoire, une langue, une république » (Albin Michel).